

MINISTERE DE L'INTERIEUR

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Direction
des Collectivités Locales
et de l'Environnement

Le PREFET des COTES d'ARMOR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

	INFO	AVIS	COPIE	EXEC	ARCH.
DIR					
SPA					
DSV 22 Reçu le	28 MAI 1997				N°
HA					
IC					

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié par celui du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 1987 autorisant le G.A.E.C. de la VALLEE CAVET à exploiter à PLURIEN, au lieu-dit « La Vallée Cavet », un élevage de 4 050 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 1.510 places ;
- VU la demande présentée par l'intéressé en vue de la régularisation de la situation administrative de cet élevage qui compte à ce jour 4.794 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 2.336 places et de la création d'une unité de traitement des lisiers, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de PLURIEN (19 avril 1996), ERQUY (10 mai 1996), HENANBIHEN (8 mars 1996) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, des Affaires Maritimes émis respectivement les 13 mai, 21 février, 29 février, 13 mars 1996 ainsi que celui du Directeur des Collectivités Locales et de l'Environnement en date du 29 mai 1996 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 novembre 1996 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 29 novembre 1996 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

Le G.A.E.C. de la VALLEE CAVET demeurant à PLURIEN, au lieu-dit "La Vallée Cavet", est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZT n°s 52 et 53), à moins de 100 m des tiers les plus proches, conformément aux plans annexés à la demande :

1°) un élevage de 4.794 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 2.336 places comprenant :

- élevage existant ...

130	places maternité,
592	places gestantes-verraterie-quarantaine,
3.328	places engraissement,

 avec un post-sevrage de 1.510 places,
- élevage existant régularisé

5	places maternité,
67	places gestantes-verraterie-quarantaine,
672	places engraissement

 avec un post-sevrage de 826 places.

L'effectif en présence simultanée ne peut être supérieur à 738 truies et 4.056 porcs charcutiers. La production annuelle moyenne est de 12.168 porcs à l'engrais.

L'élevage dispose d'un plan d'épandage équivalent à 50,02 ha.

2°) une unité de traitement des lisiers (procédé DENITRAL) comprenant :

- une séparation de phase en tête (décantation naturelle et compactage),
- un réacteur biologique (nitrification-dénitrification par boues activées) avec système d'oxygénation par fines bulles,
- une séparation du lisier traité par filtration des boues secondaires.

Cette unité traitera une partie des déjections en provenance de l'élevage ci-dessus, à savoir : 10.746 m³ (59.070 kg d'azote) et une partie des déjections en provenance de l'élevage GAEC du CHENOT (1.240 m³, soit 6.152 kg d'azote) demeurant à PLURIEN, au lieu-dit « Le Chenot ». Le reste des déjections sera épandu en direct.

Cette installation classée pour la protection de l'environnement comprenant élevages et unité de traitement est soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - *Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers*

2-1. Les Inspecteurs des Installations Classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des Installations Classées peut également désigner un organisme agréé par l'Administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

2-2. Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier entrant dans l'unité de traitement,
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques (=refus de tamis),
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites,
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluents (=liquide traité). Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage des effluents afin de mesurer le volume utilisé en irrigation,
- un compteur horaire à lecture directe avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération,
- un compteur horaire pour le système de séparation de phase,
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

Si l'installation traite des déjections provenant de plusieurs élevages, un dispositif sera aménagé pour comptabiliser les volumes apportés par chacun des élevages.

2-3. Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

2-4. Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant un protocole adressé sous un mois (à compter de la date d'entrée) au Service des Installations Classées. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au Service des Installations Classées.

2-5. Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

<i>Lisier Brut</i>	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal *
VOLUME	11.986 m3	32,8 m3	40 m3
N. Global	65.222 kg	178,7 kg	218 kg
M.S.	539.470 kg	1.478 kg	1.800 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an.

2-6. Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
QUANTITE	971 tonnes	2.660 kg
N. Global	7.475 kg	20,5 kg
M.E.S.	323.755 kg	887 kg

boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
QUANTITE	873 tonnes	2.391 kg
N. Global	7.436kg	20,4 kg
M.E.S.	174.470 kg	478 kg

liquide traité	Flux annuel	Flux journalier moyen
VOLUME	10.330 m3	28,3 m3
N. Global	1.549 kg	4,2 kg
M.E.S.	5.110 kg	14 kg

2-7. - Autosurveillance : suivi journalier

L'éleveur procédera à ses frais et quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement,
- vérification des systèmes d'alarme,
- relevé du volume de lisier entrant,
- relevé de la quantité de résidus organiques produits,
- relevé de la quantité de boues biologiques produites,
- relevé du volume de liquide traité,
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,...),

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés quotidiennement dans le réacteur. Les années suivantes, deux tests hebdomadaires sont suffisants.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un ***cahier d'exploitation***. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement sera mentionnée sur ce registre. Ce cahier sera tenu à disposition du Service des Installations Classées, du Service d'Assistance Technique (si l'éleveur y a recours), de l'organisme valideur et de l'Agence de l'Eau.

2-8. Autosurveillance : Bilan Matière

1°) Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses),

- une analyse du résidu organique (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus,
- une analyse des boues biologiques (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage des boues,
- une analyse du liquide traité (MS, Nglobal, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage des effluents,

Les analyses seront réalisées conformément aux Normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'exploitant au Service des Installations Classées, à l'Agence de l'Eau et au Service chargé de l'Assistance Technique (si l'éleveur y a recours). Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

2°) Au terme de cette année de « mise en charge », le Service des Installations Classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des Installations Classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de six mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces six mois.

3°) Si des modifications notables sont apportées à l'élevage (alimentation multiphase...) ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de six mois.

2-9. Assistance Technique

Si l'éleveur a recours à un service d'Assistance Technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite.

La mission d'Assistance Technique est à la charge de l'éleveur.

2-10. Validation de l'autosurveillance :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mises en forme des données...) sont réalisées correctement. A cette fin, le service des installations classées et l'Agence de l'Eau habiliteront, sur proposition de l'éleveur, un organisme ci-après dénommé Organisme Valideur. L'organisme valideur ne pourra être ni l'organisme concepteur, ni l'organisme chargé de l'Assistance Technique.

Deux visites de l'Organisme Valideur sont nécessaires durant la première année (période de « mise en charge ») ; les années suivantes, une visite annuelle sera prévue.

Le planning des dates de visites sera adressé par l'Organisme Valideur au Service des Installations Classées en début d'année civile.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur...),
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),
- vérifier la « traçabilité de l'azote » (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur établira un compte-rendu succinct et l'adressera sous trois jours au Service des Installations Classées, à l'Agence de l'Eau et à l'éleveur. Ce compte-rendu sera complété sous un mois par un rapport détaillé reprenant tous les points de validation, en particulier l'analyse des bilans matières (devenir de l'azote).

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits :

3-1. Les résidus organiques et les boues déshydratées seront stockés dans un local couvert de 80 m². Un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité exportée, l'adresse et le nom du destinataire. Les bons d'enlèvements seront annexés au cahier d'exploitation ; les photocopies de ces bons seront adressées en fin d'année civile au Service des Installations Classées. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ce co-produit conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

3-2. Le liquide traité sera stocké dans une lagune de 8 830 m³. Il sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

Un cahier d'irrigation sera tenu (date, volume, parcelle) et annexé au cahier d'exploitation.

3-3. Tous les ouvrages de stockage (lisier brut, résidus organiques, boues biologiques, effluent) devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

3-4. Pour le 31 décembre 2000, les apports en phosphore devront correspondre aux normes agronomiques en vigueur.

3-5. Le transport des lisiers, boues, liquide traité et résidus organique ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur les cahiers correspondants (d'épandage, d'irrigation ou d'enlèvement).

ARTICLE 4 - Prescriptions en cas de dysfonctionnement de l'unité de traitement :

4-1. L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la présente notification.

4-2. En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de la station d'épuration. Le Service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs d'animaux des élevages G.A.E.C. VALLEE CAVET et G.A.E.C. du CHENOT seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 5 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 6 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

Toute dénonciation de contrat avec la société ou l'organisme chargé de la maintenance, la société ou l'organisme chargé de l'assistance technique fera l'objet d'une déclaration adressée par l'exploitant au Service des Installations Classées dans le mois qui suit le changement.

ARTICLE 7 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLURIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du G.A.E.C. de la VALLEE CAVET.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du G.A.E.C. de la VALLEE CAVET dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 11 juin 1987 susvisé.

ARTICLE 10 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PLURIEN,
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au G.A.E.C. de la VALLEE CAVET pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires d'ERQUY, LA BOUILLIE, FREHEL, PLEBOULLE, HENANBIHEN, pour information.

SAINT-BRIEUC, le - 6 MAI 1997

Le PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme,
L'Attaché Chef de Bureau,



Christian RAYMOND.